



## SOMMAIRE

Réserves aux conventions multilatérales (*suite*)

a) Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa troisième session (A/1858) [chapitre II : réserves aux conventions multilatérales] .....	87
b) Réserves à la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide : avis consultatif de la Cour internationale de Justice (A/1874) .....	87

Président : M. Manfred LACHS (Pologne).

Réserves aux conventions multilatérales (*suite*)

## a) Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa troisième session (A/1858) [chapitre II : réserves aux conventions multilatérales]

[Point 49, a\*)]

## b) Réserves de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide : avis consultatif de la Cour internationale de Justice (A/1874)

[Point 50\*]

1. M. AMADO (Brésil) souligne l'importance que sa délégation attache à la question des réserves aux conventions multilatérales. Comme le montrent les longues discussions auxquelles elle a donné lieu, il ne s'agit pas là d'une question facile. M. Amado rappelle que trois tendances se sont manifestées : le principe général de la nécessité de l'assentiment unanime des autres parties ; l'adoption du système panaméricain dans lequel le traité est en vigueur intégralement entre les parties qui l'ont ratifié sans réserve, et, sous sa forme modifiée par les réserves, entre les parties qui ont soumis leur participation à des réserves et celles qui les ont acceptées ; et enfin la liberté pour les Etats de formuler des réserves indépendamment de l'acceptation des autres parties. En raison de ces divergences d'opinion, l'Assemblée générale par sa résolution 478 (V), a demandé d'une part un avis consultatif à la Cour internationale de Justice sur la question des réserves à la Convention sur le génocide et a invité d'autre part la Commission du droit international à étudier l'effet juridique des réserves. L'avis de la Cour<sup>1</sup> et le rapport de la Commission (A/858)<sup>2</sup> sont l'un et l'autre soumis à l'exa-

men de la Sixième Commission. M. Amado se bornera pour le moment à étudier le rapport de la Commission du droit international.

2. Une des premières à se prononcer sur cette question, la délégation du Brésil a défendu le principe traditionnel de la nécessité du consentement de toutes les parties pour que les réserves soient valables. C'est là une règle du droit international coutumier qu'il est nécessaire d'appliquer si l'on veut voir le droit international jouer le rôle qui lui revient. La nécessité de l'assentiment unanime des parties découle du principe de leur autonomie.

3. M. Amado réfute les arguments présentés à la 265<sup>e</sup> séance par le représentant du Venezuela qui a réclamé l'extension de la pratique panaméricaine à tous les accords de caractère humanitaire. A mesure que le nombre des contractants augmente la nécessité des concessions s'accroît. Contrairement à ce que le représentant de Pologne a indiqué à la Sixième Commission (220<sup>e</sup> et 223<sup>e</sup> séances) au cours de la cinquième session de l'Assemblée générale, la règle de la majorité est sans application dans la conclusion des traités.

4. Il est exact de dire que le système panaméricain fonctionne depuis plusieurs années avec des résultats satisfaisants. M. Amado indique qu'il a souvent conseillé d'appliquer des institutions caractéristiques des relations entre les pays d'Amérique aux autres Etats, chaque fois qu'il était convaincu qu'une telle extension contribuerait au développement des relations entre ces Etats. Mais le climat dans lequel se développent les relations entre nations américaines est très différent de celui de l'Organisation des Nations Unies et la solution panaméricaine au problème des réserves ne saurait être étendue à tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies. M. Amado cite à l'appui de cette thèse l'opinion exprimée par M. Alfaro, membre de la Commission du droit international (A/CN.4/SR.101 et 103).

5. Mais la pratique des Etats américains en matière de réserves est loin d'être uniforme. M. Amado cite M. Accioly, chef de la délégation du Brésil à l'Organisation des Etats américains, qui met en évidence

\* Numéro affecté à la question dans l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

<sup>1</sup> Réserves à la Convention sur le génocide, Avis consultatif : C.I.J., Recueil 1951, p. 15.

<sup>2</sup> Voir les Documents officiels de l'Assemblée générale, sixième session, supplément n° 9, chap. II.

les divergences existant à ce sujet au sein de l'Union panaméricaine. M. Amado rappelle qu'au cours de la troisième session de la Commission du droit international, les quatre membres originaires des pays latino-américains étaient divisés sur cette question. Il cite une analyse de M. Alfaro sur l'état des conventions signées sous les auspices de l'Union panaméricaine et notamment sur celles qui ont été élaborées à la VI<sup>e</sup> Conférence internationale américaine tenue à La Havane en 1928 (Convention sur la condition des étrangers, Convention sur l'asile, Convention sur les fonctionnaires diplomatiques, Convention sur la neutralité maritime, Convention sur les traités, Convention sur le droit international privé dite « Code Bustamante », Convention sur la nationalité, Convention sur l'asile politique). Cette analyse montre que la libéralité du système panaméricain en matière de réserves n'a pas stimulé les ratifications. M. Amado ajoute même que de 1889 à 1948 certains Etats américains n'ont signé que huit des quatre-vingt-sept conventions conclues sous les auspices de l'Union panaméricaine.

6. M. Amado insiste sur le fait que sa délégation est étroitement unie aux autres délégations de l'Amérique latine mais que, malgré tout son désir et toute la sympathie qu'elle éprouve à leur égard, elle ne peut les suivre dans leur désir d'étendre à l'Organisation des Nations Unies la règle suivie par l'Union panaméricaine.

7. La délégation du Brésil accorde son appui au paragraphe 24 du rapport de la Commission du droit international qui repousse comme solution de caractère général le critère de la comptabilité d'une réserve avec l'objet et le but d'une convention multilatérale.

8. Au sujet de la question de savoir quels Etats ont le droit de rejeter les réserves, M. Amado maintient la position déjà prise par sa délégation en affirmant que ce pouvoir appartient aux simples signataires aussi bien qu'aux parties ayant déjà ratifié la convention. Il faut restreindre non pas le droit des signataires de faire des objections aux réserves, mais les facilités accordées aux Etats pour modifier le contenu d'un traité déjà approuvé par les signataires. Il estime d'autre part que la limitation du pouvoir de faire des objections aux seuls participants définitifs n'aboutirait pas à augmenter le nombre de ces participants.

9. Les solutions proposées par la Commission du droit international, à savoir la nécessité de l'assentiment unanime de toutes les parties pour que les réserves soient valables et le droit pour les simples signataires de présenter des objections aux réserves faites au texte qui a été signé, sont le résultat d'un examen approfondi du sujet et constituent aux yeux de la délégation du Brésil la meilleure solution possible.

10. En terminant, M. Amado examine le projet de résolution présenté par la délégation des Etats-Unis (A/C.6/L.188). Il s'étonne de l'interprétation que donne ce projet de la résolution 478 (V) de l'Assemblée générale. La délégation des Etats-Unis envisage l'avis consultatif de la Cour comme une solution générale. Or l'avis donné par la Cour ne portait, ainsi qu'elle l'a précisé elle-même, que sur les réserves à la Convention sur le génocide. D'autre part, M. Amado s'étonne que le projet de résolution des Etats-Unis ne fasse aucune mention des travaux de la Commission du droit international sur la question des réserves alors que l'idée de consulter cette commission était venue de la délégation des Etats-Unis.

11. M. FITZMAURICE (Royaume-Uni) a écouté avec intérêt la déclaration du représentant du Brésil, qu'il

approuve entièrement. Comme lui, il adresse un appel aux représentants du continent américain afin qu'ils examinent soigneusement cette question importante avant de prendre une décision. Il se demande si les membres de la Commission ont envisagé toutes les conséquences qu'entraînerait l'adoption de certaines propositions, notamment celle des Etats-Unis.

12. Le représentant des Etats-Unis a insisté particulièrement sur une des difficultés que présente le système classique : il suffit qu'un seul Etat élève une objection contre une réserve formulée par un autre Etat pour que ce dernier ne puisse devenir partie à la convention. Peut-être la règle de l'unanimité est-elle en effet trop rigide. Il ne faut pas cependant passer à l'autre extrême, comme le fait le système proposé par les Etats-Unis.

13. Comme l'a dit très justement le représentant du Brésil, admettre qu'un Etat ait le droit souverain de formuler une réserve n'implique pas que cet Etat ait le droit de modifier, dans son seul intérêt, une convention déjà approuvée par d'autres Etats.

14. Comme Mme Bastid, représentante de la France, l'a noté (266<sup>e</sup> séance), la plupart des partisans du système panaméricain présument qu'un Etat faisant une réserve est honnête et sincère, alors qu'un Etat élevant une objection contre cette réserve soulève des difficultés inutiles. C'est là évidemment une faiblesse dans leur raisonnement.

15. La délégation du Royaume-Uni estime, comme le représentant des Etats-Unis, qu'il faut faciliter la tâche des Etats qui veulent devenir parties à une convention. Mais à son avis, il ne faut pas donner à un Etat le droit de faire toutes les réserves qu'il veut, tout en devenant partie à la convention. Le système panaméricain est fondé sur l'hypothèse que la plupart des Etats ne feront de réserves que sur les dispositions secondaires ou formelles et non sur les dispositions essentielles. Dans ce cas, en effet, le système peut fonctionner de façon satisfaisante, mais on peut se demander s'il en sera de même pour de nombreuses conventions conclues sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies.

16. Le représentant des Etats-Unis, M. Cohen (264<sup>e</sup> séance), a fait remarquer que le système proposé par sa délégation ne signifie pas en fait le droit illimité de faire des réserves; en effet, si un Etat élève une objection contre une réserve, la convention n'entre pas en vigueur entre ledit Etat et l'Etat qui a fait la réserve. Si cet argument est vrai en théorie il ne vaut plus pour les conventions à caractère législatif. Sir Hartley Shawcross a soutenu le 13 avril 1951<sup>3</sup>, devant la Cour internationale de Justice, que, par opposition aux traités commerciaux multilatéraux par exemple, lesquels créent un réseau d'obligations bilatérales entre les Etats, ces conventions imposent aux parties des obligations générales qui constituent une règle de conduite envers la communauté internationale. Les parties souscrivent des engagements de caractère moral et en retirent en contrepartie un certain prestige, du seul fait qu'elles participent à la convention. Le danger d'admettre des réserves est évident. Dans le cas des traités ordinaires, une réserve peut permettre à l'Etat qui la formule d'échapper à une obligation mais elle entraîne en revanche la renonciation à un avantage. Dans le cas d'une convention à caractère législatif, l'Etat se soustrait simplement à une obligation sans renoncer aux avantages correspondants, et, du fait qu'il devient cependant partie

<sup>3</sup> Voir *Réserves à la Convention sur le génocide : C.I.J., Mémoires, Plaidoiries, Documents*, p. 358.

à la convention, il conserve le prestige qui s'attache à cette qualité. Ainsi, le fait que la convention ne sera pas en vigueur entre les Etats qui ont fait des réserves et les Etats qui élèvent des objections contre ces réserves ne signifie rien en pratique.

17. M. Fitzmaurice imagine ce qui se serait produit si la Convention sur le génocide avait été élaborée en 1936 et si l'Allemagne l'avait ratifiée, en déclarant toutefois qu'elle se réservait le droit d'exterminer les Israélites. Si certains Etats avaient accepté cette réserve, l'Allemagne serait devenue partie à la Convention. Evidemment, la Convention ne serait pas entrée en vigueur entre l'Allemagne et les Etats qui auraient refusé la réserve. Mais cela aurait simplement signifié que vis-à-vis de ces Etats, l'Allemagne aurait conservé le droit de commettre n'importe quel crime de génocide, tandis que, vis-à-vis des Etats ayant accepté la réserve, elle aurait cependant eu le droit d'exterminer les Juifs. Il s'agit là évidemment d'un cas théorique ; mais il fait ressortir le danger du système.

18. M. Fitzmaurice examine ensuite certains arguments présentés par M. Maktos, représentant des Etats-Unis (266<sup>e</sup> séance), en réponse à des critiques qui lui avaient été adressées par Mme Bastid, représentante de la France. M. Maktos a déclaré tout d'abord que les Etats ne devraient pouvoir faire que des réserves qui ne soient pas contraires au but essentiel de la convention. Mais comment garantir que les réserves introduites seront bien de cette espèce ? M. Fitzmaurice doit constater qu'il n'a pu obtenir de réponse satisfaisante à cette question. En fait, si un Etat fait des réserves de fond qui sont acceptées par ne serait-ce qu'un ou deux autres Etats (ou contre lesquelles un ou deux Etats ne forment pas d'objection), l'Etat en question devient partie à la convention avec le bénéfice de ses réserves.

19. Il montre à nouveau, par des exemples théoriques, comment des Etats de mauvaise foi pourraient devenir parties à une convention donnée sans cependant assumer d'obligation réelle. Une tendance à augmenter le nombre des réserves et à en étendre la portée se manifesterait sans doute. A l'heure actuelle, les Etats, sachant que le droit illimité de faire des réserves n'est pas reconnu, font preuve d'une modération qui disparaîtrait peut-être si ce droit était admis.

20. Le représentant des Etats-Unis a déclaré, d'autre part, qu'il y a certaines conventions, la Charte des Nations Unies par exemple, pour lesquelles aucune réserve ne peut être admise. Mais la délégation des Etats-Unis ne donne aucun critère pour déterminer si tel ou tel traité entre ou non dans cette catégorie.

21. D'après M. Fitzmaurice, le seul critère sûr c'est de savoir si la convention contient un article prévoyant la possibilité de réserves. Un représentant de l'Amérique latine a fait remarquer qu'il existe des pratiques divergentes et qu'il n'y a pas de droit positif en la matière. Or, les divergences de la pratique viennent précisément de cette règle de droit qui veut que les parties à certaines conventions ou catégories de conventions peuvent décider d'accepter un système particulier de réserves pour ces conventions ; c'est le cas de l'Organisation des Etats américains. Mais en l'absence d'accord, c'est-à-dire en l'absence de disposition expresse dans la convention, la règle actuellement admise est que des réserves ne peuvent être faites à moins qu'elles ne soient acceptées par tous les intéressés.

22. Mme Bastid a demandé enfin au représentant des Etats-Unis s'il y a lieu de tenir compte d'une ratification, accompagnée d'une réserve à laquelle il a été fait objection, dans le cas où une convention doit entrer en vigueur après le dépôt d'un nombre déterminé de ratifications. M. Matos a répondu que la convention entre en vigueur entre l'Etat auteur de la réserve et les Etats qui acceptent cette réserve, mais qu'elle n'entre pas en vigueur entre l'Etat auteur de la réserve et les Etats qui élèvent une objection contre ladite réserve. M. Fitzmaurice pense qu'il y a confusion entre deux questions : celle de l'entrée en vigueur de la convention et celle de savoir quels sont les Etats parties à la convention. La réponse donnée ne permet pas de déterminer avec précision si la condition préalable à l'entrée en vigueur de la convention est remplie.

23. D'aucuns disent qu'il vaut mieux qu'une convention entre en vigueur ne fût-ce que dans une partie de ses dispositions. On a cité l'exemple de certaines conventions internationales du travail. Or, ainsi qu'il est dit au paragraphe 20 du rapport de la Commission du droit international, l'Organisation internationale du Travail a précisément pour pratique d'exclure la possibilité de faire des réserves aux conventions conclues sous ses auspices.

24. Le représentant des Etats-Unis a dit que certains gouvernements ne peuvent prévoir quelles seront les réserves qu'ils auront à faire. C'est là une difficulté réelle, mais on ne la résout pas de façon satisfaisante en donnant aux Etats un droit illimité sur ce point. Il faut donc trouver un moyen terme entre ce droit illimité et la règle de l'unanimité qui, tout en étant juridiquement la meilleure, entraîne certaines difficultés. M. Fitzmaurice ne fait pas de proposition formelle à ce sujet, mais il suggère un système où les réserves devraient être acceptées à la majorité des deux tiers ou des trois quarts des parties.

25. La délégation française a insisté sur le fait qu'en adoptant le système américain on ferait un saut dans l'inconnu. En effet, si ce système est en pratique depuis vingt ans, il n'a fonctionné qu'en Amérique ; on ne relève d'ailleurs qu'un seul cas où un Etat déjà partie à une convention a élevé une objection contre une réserve. Mais que se passerait-il si les objections se multipliaient, comme cela serait probablement le cas pour des conventions conclues sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies ? De l'avis de M. Fitzmaurice, ce système dont a vanté les avantages présente des dangers graves. On trouve d'ailleurs dans le rapport annuel du Secrétaire général de l'Organisation des Etats américains pour l'année budgétaire se terminant le 30 juin 1950<sup>4</sup> des observations qui prouvent que, même dans certains milieux américains, on commence à douter de la valeur du système. M. Fitzmaurice cite le passage suivant de ce rapport :

« L'absence d'un critère bien défini quant à l'effet des réserves faites au moment de la signature, de l'adhésion ou de la ratification a donné lieu à diverses interprétations, si différentes les unes des autres dans certains cas — comme dans le cas de l'accord économique de Bogota — qu'elles rendent l'instrument inapplicable, parce qu'aucun Etat ne considère comme raisonnable de ratifier un accord multilatéral dont l'application varie pour chaque pays, par suite de nombreuses réserves<sup>5</sup>. »

<sup>4</sup> Voir les *Annales de l'Organisation des Etats américains*, vol. III, n° 1, 1951.

26. Loin de faciliter la ratification des conventions, ce système risque de donner des résultats opposés, car les Etats hésiteront peut-être à participer à l'élaboration d'un texte susceptible d'être transformé par une multitude de réserves. A l'heure actuelle, où le principe de l'inadmissibilité des réserves est généralement reconnu, chacun fait effort pour surmonter les difficultés qui se présentent et pour élaborer le meilleur texte possible. Si au contraire les réserves sont admises sans contrôle, un Etat attachera beaucoup moins d'importance à la rédaction de la convention, puisqu'il aura toujours la possibilité de recourir aux réserves.

27. Il existe un risque de confusion grave si l'on n'accorde pas à cette question une soigneuse attention. La Cour a donné son avis qui ne s'applique qu'à la Convention sur le génocide et la Commission du droit international a émis, sur la question des réserves en général, une opinion contraire qu'elle maintiendra sans doute au moment de la codification du droit des traités. Les membres de la Commission doivent donc réfléchir avant de prendre une décision, pour éviter de se trouver plus tard en présence d'une contradiction qu'il sera alors très difficile d'éliminer.

28. M. CHAUDHURI (Inde) constate que, jusqu'à présent, deux opinions nettement opposées se sont dégagées au cours de la discussion générale : d'une part, l'opinion soutenue par le représentant des Etats-Unis et par un certain nombre d'autres délégations et, d'autre part, celle des représentants du Royaume-Uni, de la France et du Brésil.

29. Après avoir examiné avec attention les arguments convaincants avancés de part et d'autre, ainsi que l'avis de la Cour internationale de Justice et les conclusions de la Commission du droit international, la délégation de l'Inde estime que l'un des principaux objectifs de toute convention multilatérale est d'assurer, dans toute la mesure du possible, l'universalité de ladite convention. Toutefois, ce souci de l'universalité ne doit pas conduire à négliger d'autres considérations tout aussi importantes, à savoir l'intégrité et l'uniformité d'application de la convention. Pour certaines conventions multilatérales, la nécessité de l'universalité est telle qu'il est indispensable de prévoir la possibilité de réserves et il conviendrait alors d'inclure dans la convention certaines dispositions précisant expressément la nature et l'étendue des réserves qui pourront être formulées. Cependant, dans tous les cas où l'un des principes doit être sacrifié à l'autre, M. Chaudhuri estime que le principe de l'universalité doit céder le pas à celui de l'intégrité et de l'uniformité d'application de la convention.

30. En ce qui concerne la règle de l'unanimité, M. Chaudhuri estime qu'il convient de ne pas abandonner sans motifs déterminants une règle qui, somme toute, a fait ses preuves. Le fait que l'application de cette règle ait parfois entraîné certaines difficultés ne doit pas conduire à prendre à son égard une décision qui risquerait de créer des difficultés encore plus grandes.

31. La délégation de l'Inde ne désire pas, au stade actuel de la discussion, commenter en détail les projets de résolution et amendements dont la Commission est saisie, se réservant le droit de présenter, à la fin de la discussion

générale, les observations, suggestions ou amendements qu'elle jugerait nécessaires. Cependant, M. Chaudhuri fait savoir que d'une manière générale sa délégation approuve l'amendement du Royaume-Uni (A/C.6/L.190) au projet de résolution des Etats-Unis (A/C.6/L.188). Elle a également étudié avec attention les modifications suggérées par le représentant d'Israël dans ses projets de résolution (A/C.6/L.193 et Corr.1 et A/C.6/L.154 et Corr.1).

32. Parlant des conventions conclues sous les auspices de la Société des Nations, dont le Secrétaire général est dépositaire, le représentant de l'Inde précise que le projet de résolution que pourra adopter la Sixième Commission, quel qu'il soit, ne doit en aucune façon s'appliquer à ces conventions, la décision de la Commission concernant les conventions futures et non les conventions conclues dans le passé.

33. Enfin, M. Chaudhuri souligne que l'avis consultatif donné par la Cour internationale de Justice — qui d'ailleurs est loin de représenter l'opinion unanime de la Cour — ne peut être considéré comme applicable aux conventions multilatérales dans leur ensemble, la Cour elle-même ayant attiré l'attention sur le fait que ses observations étaient limitées à la Convention sur le génocide.

34. M. ALI (Pakistan) n'a pas l'intention d'examiner en détail les différentes opinions qui ont été exprimées au cours de la discussion, mais il présente quelques observations quant à la question des réserves à la Convention sur le génocide.

35. Tout en considérant l'avis de la Cour avec tout le respect qui lui est dû, M. Ali regrette vivement de ne pouvoir accepter cet avis qui ne tient pas compte de l'aspect humanitaire du problème. Il n'est sans doute pas inutile de rappeler les atrocités commises, à des fins d'extermination raciale, contre des groupes d'êtres humains, notamment contre des femmes et des enfants. Après avoir vu de tels actes dégradants, il est réconfortant de constater que les sentiments humanitaires qui doivent animer toute société civilisée ont inspiré l'élaboration de la Convention sur le génocide. Que l'on envisage maintenant de donner à cette convention une certaine élasticité semble à peine concevable et, en tout cas, est contraire aux principes de la Charte aux termes de laquelle les Etats sont résolus à « proclamer à nouveau [leur] foi dans les droits fondamentaux de l'homme, dans la dignité et la valeur de la personne humaine ». Nulle réserve à la Convention sur le génocide ne peut être examinée à la lumière du prétendu critère de la compatibilité avec l'objet et le but de la Convention. Les termes de « compatibilité » et d'« incompatibilité » ne peuvent être définis clairement du point de vue juridique et, en conséquence, l'adoption de ce critère présenterait les plus graves dangers, ainsi que l'a souligné le représentant du Royaume-Uni. Il est incontestable que la Convention sur le génocide, étant donné son caractère et sa portée mêmes, ne peut faire l'objet d'aucune réserve, quelle qu'elle soit.

36. En ce qui concerne la question plus générale des réserves aux conventions multilatérales, M. Ali juge que l'avis donné par la Cour internationale de Justice en ce qui concerne la Convention sur le génocide ne peut, même si on l'accepte dans ce cas particulier, être étendue aux conventions multilatérales. Dans l'ensemble, la délégation du Pakistan approuve les conclusions de la Commission du droit international qui a étudié la question d'une façon approfondie, après avoir examiné d'ailleurs l'avis donné par la Cour. Toutefois, M. Ali se réserve le droit

<sup>5</sup> Ibid., p. 14 du texte anglais (le texte français n'a pas encore été établi).



de présenter des commentaires sur les divers projets de résolutions et amendements à un stade ultérieur des débats.

37. M. BUNGE (Argentine) estime que la question des réserves aux conventions multilatérales présente une grande importance tant du point de vue théorique que du point de vue pratique et que la solution qui sera apportée à cette question dépendra dans une large mesure de la décision de la Sixième Commission. C'est pourquoi la délégation de l'Argentine pense que la Commission doit réfléchir mûrement avant de prendre sa décision. M. Bunge estime que l'avis de la Cour et le rapport de la Commission du droit international constituent un précieux apport.

38. Le problème des réserves aux conventions multilatérales trouve son origine dans l'absence de normes expressément posées par le droit international. En partant d'une analogie entre le contrat de droit privé et la convention internationale, on déduit qu'une modification d'une des dispositions de la convention par une des parties rompt l'équilibre qui est à la base même de la convention. Une réserve revient alors à proposer un nouveau texte de convention et celle des parties qui a proposé la modification ne peut rester partie à la convention originale que si les autres parties l'acceptent ; on a donc le principe de l'intégrité des conventions et son corollaire, la règle de l'unanimité. Mais il ne faut pas pousser trop loin cette analogie entre le droit privé et le droit international, qui n'ont en commun que le principe de l'autonomie de la volonté.

39. En premier lieu, le principe de la souveraineté est étranger au droit privé ; les représentants des Etats qui participent à la négociation de conventions internationales ont des pouvoirs limités, chaque Etat se réservant de ne s'engager réellement qu'au moment de la ratification. C'est de cette institution de la ratification que naît le droit des réserves, grande différence avec le droit privé dans lequel la signature d'un contrat représente l'acceptation par les parties du texte qu'elles ont elles-mêmes élaboré.

40. En second lieu, dans le droit privé, les contrats réglementent des transactions essentiellement commerciales entre des personnes et lorsqu'ils contiennent des dispositions relatives à des tiers ces derniers ne sont tenus de les observer ou de s'en prévaloir que dans la mesure où ils les acceptent. En droit international, maintes conventions réglementent les activités des peuples, chaque gouvernement devant sanctionner le texte de la convention suivant sa procédure constitutionnelle, généralement après l'adoption d'une loi. Il n'est pas possible de poser au pouvoir législatif un dilemme d'adhésion, de lui présenter un contrat d'adhésion.

41. Enfin, il faut noter entre les contrats du droit privé et les conventions internationales une différence dans l'élaboration même des textes : le texte d'un contrat est le résultat d'une unanimité entre les parties, alors qu'une convention internationale est le résultat d'un vote majoritaire, ainsi qu'en témoigne, par exemple, la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, finalement adoptée à l'unanimité<sup>6</sup> mais qui fut le résultat d'une série de votes majoritaires. Le principe de la majorité, qui facilite la conclusion des conventions multilatérales, rend également nécessaire la possibilité pour

les Etats de présenter des réserves ; c'est là un principe irréfutable.

42. Les directives à donner au Secrétaire général dans l'exercice de ses fonctions de dépositaire de conventions peuvent s'inspirer, soit du système de la Société des Nations, proposé à nouveau avec quelques modifications par la Commission du droit international, soit du système de l'Organisation des Etats américains, soit enfin d'une généralisation des principes contenus dans l'avis consultatif de la Cour. La délégation de l'Argentine rejette le premier système qui, à son avis, n'est pas conforme à la nature des conventions multilatérales et dont l'application est peu pratique. Le principe de l'intégrité des conventions, sur lequel il se base, ne résiste pas à la critique selon laquelle il conduit à un système empreint d'une rigidité excessive. De plus, ses inconvénients ressortent des avantages mêmes du système des Etats américains. Contrairement à ce que l'on a pu dire, ce n'est pas le système des Etats américains qui ne serait pas applicable à la communauté internationale, mais bien le système rigide de la Société des Nations puisque les exigences d'un groupe de pays bien plus nombreux entraînent comme conséquence des règles larges et souples.

43. Le principe de l'universalité facilite l'évolution progressive du droit international, contrairement à ce que prétend la Commission du droit international, selon laquelle l'expérience des conventions de l'Organisation des Etats américains ne serait pas concluante à cet égard. La Commission du droit international reconnaît d'ailleurs que, dans certains cas, il pourrait sembler préférable de sacrifier le principe de l'intégrité à celui de l'universalité, mais que ceci ne s'applique pas à la majorité des conventions et surtout pas aux conventions conclues sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies. La délégation de l'Argentine ne partage pas cette opinion ; elle estime qu'après un examen de la nature des conventions, on est amené à soutenir la règle inverse et que, chaque fois qu'on juge indispensable de sauvegarder l'intégrité de la convention, il faut inclure dans le texte même de celle-ci une clause spéciale à cet effet.

44. En ce qui concerne l'avis consultatif donné par la Cour, la délégation de l'Argentine partage le point de vue de la Cour quant au principe de l'intégrité des conventions. Toutefois, d'une manière générale, elle ne croit pas que cet avis, qui est peut-être bien adapté au cas particulier de la Convention sur le génocide, puisse être généralisé et ce pour plusieurs raisons. En premier lieu, le critère de la compatibilité des réserves avec le but et l'objet de la convention donnerait certainement lieu à des conflits si les Etats avaient le pouvoir de déterminer si une réserve est ou non compatible avec le but et l'objet de la convention, surtout si l'on considère qu'il n'existe aucun organe international à juridiction obligatoire. En second lieu, il serait très souvent difficile de déterminer de façon très exacte l'objet et le but de la convention afin de savoir si une réserve est ou non compatible avec cet objet et ce but. A cet égard la délégation de l'Argentine partage le point de vue de la Commission du droit international. Enfin, l'effet pratique de l'avis de la Cour serait d'établir une présomption *juris tantum* permettant à un Etat de devenir partie à une convention en dépit du fait qu'il a présenté une réserve ayant soulevé une objection de la part d'un autre Etat partie à la convention, cette présomption étant soumise à la condition résolutoire que la réserve en question affecte le but et l'objet de la convention. La délégation de l'Argentine estime que, comme dans le système de l'Organisation des Etats américains, il convient d'établir une présomp-

<sup>6</sup> Voir les Documents officiels de l'Assemblée générale, troisième session, première partie, 180<sup>e</sup> séance plénière.

tion *juris et de jure* qui permette de définir clairement la position des parties et d'éviter ainsi tout conflit.

45. En conclusion, M. Bunge est partisan de l'adoption du système de l'Organisation des Etats américains, qui ne sacrifie ni le principe de l'intégrité ni celui de l'universalité mais s'efforce au contraire de concilier ces deux principes. En effet, la résolution XXIX adoptée par la VIII<sup>e</sup> Conférence internationale américaine<sup>7</sup>, qui prévoit

la possibilité pour les parties de présenter leurs observations sur les réserves, a pour effet de décourager les réserves sans porter atteinte au principe de l'universalité. C'est donc le système qui s'adapte le mieux à la nature même des conventions multilatérales et qui est le plus conforme à la réalité internationale. C'est pourquoi la délégation de l'Argentine proposera, de concert avec un certain nombre d'autres délégations des pays d'Amérique latine, un amendement au projet de résolution des Etats-Unis (A/C.6/L.188).

La séance est levée à 18 h. 10.

<sup>7</sup> Voir l'Acte final de la VIII<sup>e</sup> Conférence internationale américaine, résolution XXIX.